

DIX DOIGTS POUR NOUS ETRANGLER

Dix candidats pour un seul programme : sauver le capitalisme

Tous bons à jeter aux ordures, eux et leurs partis, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche ? Oui, et sans attendre. C'est une question de survie, qui s'imposera au plus grand nombre dans les années, les mois, qui viennent. La crise planétaire du capitalisme s'aggravant, la bourgeoisie redouble déjà de férocité, ailleurs comme en France, pour s'accrocher au pouvoir. Cette classe parasitaire qui pille les travailleurs, saccage l'environnement naturel, met le monde à feu et à sang, doit être définitivement vaincue et son mode de production remplacé par une société sans classes sociales ni Etat. C'est cette nécessaire vérité, transformée bientôt en besoin élémentaire de l'humanité, que les candidats guignols se chargent présentement d'étouffer à l'occasion d'un énième pathétique cirque électoraliste. Histoire de repousser l'avènement de la révolution prolétarienne, chacun s'attache à intoxiquer les consciences, en se positionnant sur le large éventail du verbiage politicien. De la franche haine xénophobe au « *communisme* » frelaté, en passant par la « *révolution citoyenne* » et les apologies à l'austérité, cette propagande en batterie poursuit l'unique but de préserver l'exploitation de l'homme par l'homme, de colmater la dictature capitaliste aux abois. Dans ces conditions, voter c'est, au mieux, revendiquer sa servitude. Si tu n'en es pas convaincu, un bref passage en revue du chenil de garde du système permettra de te mettre les idées au clair :

-Nicolas SARKOZY (UMP) : Tout le monde le hait, hormis la rupinaille qui s'est gavée pendant son mandat, et pour cause... Le quinquennat qui s'achève a poussé jusqu'aux frontières de la barbarie l'exécution des politiques de dépeçage de la population menées depuis le milieu des années 70. Sur ordres des grands groupes du CAC 40, le mercenaire Sarkozy et sa horde déchainée de fils à papa se sont acharnés à enfoncer les crocs du vampire capitaliste au plus profond des artères vitales du prolétariat, le laissant aujourd'hui exsangue : Un million de chômeurs supplémentaires, 900 usines fermées, salaires écrasés, pauvreté massifiée, démolition avancée des droits démocratiques et ouvriers, fiscalité réformée, privatisations à tous crins, à seule fin de satisfaire la voracité des grandes fortunes... Ce véritable massacre social s'est orchestré dans un climat d'oppression jamais vu depuis le régime vichyste. L'instauration graduelle d'un Etat policier, dans la peur fabriquée d'un chimérique terrorisme, s'est conjuguée à la propagation des insanités disciplinaires, religieuses, identitaires et xénophobes, que la chasse aux sans-papiers a concrétisée dans des formes particulièrement inhumaines. Parallèlement, l'UMP a profité de ses 5 longues années pour afficher au quotidien la haine de classe, l'obscénité arrogante et la stupidité mafieuse qui imprègnent ordinairement les beaux quartiers. La diplomatie française a versé dans le plus pur des opportunismes, entaché de bellicisme. Pour le bonheur du complexe militaro-industriel, de Total et des barons du MEDEF, les dictateurs Ben Ali et Kadhafi ont été soutenus jusqu'au bout avant d'être lâchés, l'impérialisme chinois courtisé, la finance islamique encouragée, le Vatican favorisé, l'impérialisme américain renforcé militairement et l'Etat sioniste aveuglément cautionné. Tentant de résorber la crise déclenchée en 2007 qu'il a lui-même alimentée, le petit monde doré de Sarkozy, en compagnie des magnats allemands, pilote d'une main de fer les mesures de vandalisme qui frappent, un par un, les pays européens afin de renflouer transnationales et fonds de pension. S'il est réélu, le flic/voyou hystérique de l'Elysée échappera aux poursuites judiciaires dont sont grosses les récentes affaires de financement occulte de l'UMP. Plus grave, il achèvera sa mission de casse anti ouvrière en mettant à exécution un super plan d'austérité (115 milliards d'économie budgétaire, fin du contrat de travail) qui plongera les travailleurs de l'hexagone dans les mêmes affres que leurs frères grecs, espagnols, irlandais, portugais : la faim, la misère et le désespoir.

-François HOLLANDE (PS) : Ce remplaçant de fortune du prédateur sexuel du FMI n'a pas hésité, en pleine campagne présidentielle, à se coucher publiquement devant les spéculateurs de la City, clamant une bonne fois pour toute qu'il n'était « *pas dangereux* ». Aucune surprise puisque le PS est, à peu de chose près, le clone de l'UMP. Faisant mine de prêter vie au cadavre pourri de la social-démocratie, ce parti bourgeois n'a cessé, ces 3 décennies passées, de battre tous les records de duplicité, de trahison, de mesquinerie arriviste. Au nom du socialisme, il a accouché d'un monarque républicain, François Mitterrand, qui, avant de finir commanditaire du génocide rwandais, a conduit en France la « *révolution conservatrice* » que les droites ultra réactionnaires de Kohl, Reagan et Thatcher établissaient dans leurs pays respectifs. Flanqué du PCF et des confédérations syndicales, le PS s'est révélé être une arme efficace de gouvernance pro-patronale, en alternance avec le parti gaulliste. Co fabricante du Léviathan antidémocratique européen, la « gauche caviar » a traumatisé les travailleurs. Elle a privatisé à tout va, désindustrialisé, ancré durablement le chômage de masse, flexibilisé et précarisé la main d'œuvre. Elle a prôné la culture petite bourgeoise du fric et du chacun pour soi, incarnée par l'écœurant Bernard Tapie. Ayant souscrit à « *l'ouverture* » proposée par Sarkozy en début de présidence, le PS a

dû exposer des divergences avec ses acolytes de droite à mesure que les échéances électorales approchaient. Pourtant, seuls les détails du marketing communicationnel recèlent de dérisoires différences, quand, pour la risée de tous, Hollande singe minablement François Mitterrand, désespérant de s'extirper de l'insipidité qui le caractérise. Car le programme du PS est le calque de celui de l'UMP, qui se cale sur la ligne de la Troïka (Commission européenne, Banque Centrale Européenne, FMI). Dans la poursuite de tous les traités européens, et parallèlement à la mise en œuvre du très austère Mécanisme Européen de Stabilité (MES), il s'agit d'appliquer sans délai le « *Pacte budgétaire* » (ou TSCG), lequel verra inscrit dans la constitution de chaque pays européen la fameuse « *règle d'or* », cette règle de sang et de larmes pour les exploités, qui forcera tout Etat membre à conserver un budget général en équilibre ou excédentaire sous peine de sanctions automatiques de la Commission européenne. Toute politique sera conditionnée par le pillage de la population sous couvert du remboursement de la dette aux banques privées. En futur Panpandréou français, Hollande a déclaré qu'il soumettra le TSCG au parlement français dès juillet 2012.

-Marine LE PEN (FN) : Mélenchon se targue d'avoir renvoyé Marine Le Pen dans sa « *tanière* ». Même si c'était vrai, le mitterrandiste devrait moins frimer. Car pendant qu'il en était encore membre, c'est bien le Parti Socialiste qui a fait le lit du FN. Dès le début des années 1980, le PS propulsa dans les médias cette formation fascisante. Puis il l'installa sur les bancs l'assemblée nationale en instaurant le scrutin à la proportionnelle. Enfin, il relaya ses thèses sécuritaires jusqu'au cœur de sa désastreuse campagne présidentielle de 2002. En réalité, le parti lepéniste est à la dérive depuis que l'UMP a transformé ses propositions en piliers de la gouvernance institutionnelle. Le FN est, en effet, un laboratoire idéologique des politiques anti-ouvrières des partis de gouvernement. La progression des idées fascisantes a ainsi été continue depuis 30 ans. Du reste, des liens organiques entre lepénistes, socialistes et gaullistes ont toujours existé : des ministres UMP sont d'anciens activistes d'Occident, l'ancêtre du FN, des députés sarkozystes sont des ex lieutenants du borgne. Aux derniers temps de la Françafrique, le D.P.S, milice frontiste, fit office de réservoir de mercenaires. Son ex-dirigeant, B. Courcelles, fut chargé de la protection de M. Pingeot, fille de F. Mitterrand. L'autre vocation du FN est de diviser le prolétariat en lui inoculant directement la haine xénophobe, le racisme et le nationalisme. Ces poisons mentaux détournent la révolte contre le patron vers l'immigré. Partisan de l'ultralibéralisme depuis sa création, le FN a constamment encouragé la réduction des salaires et des droits des travailleurs au profit des transnationales. Fier de son patriotisme, il n'a pourtant jamais été réticent à se prostituer auprès de régimes étrangers. Hier, il était stipendié par la CIA de Reagan ; ses mécènes sont aujourd'hui les dictatures syrienne, iranienne et russe. Minoritaire parmi le prolétariat, il rallie systématiquement le patronat pour agresser le mouvement social. Dans ces conditions, les insanités frontistes ne peuvent entrer chez les exploités que par la télévision et la radio. C'est d'ailleurs aux conglomérats médiatiques que la maison Le Pen doit présentement son salut. Alors qu'elle sombrait, en proie à une hémorragie militante inédite et un naufrage financier, les médias la sortirent du caniveau. En plein conflit sur les retraites de l'automne 2010, Marine Le Pen, devint à nouveau l'invitée permanente des émissions grand public. Comme d'habitude, elle aboya contre les grévistes. Mais dans les mois qui suivirent, elle tenta de troquer sa laisse de roquet du bourgeois pour la panoplie de nouvelle héroïne de la lutte anticapitaliste. Depuis, le FN peine à vendre la vaste escroquerie que constitue son programme, tout empuanti de relents nazis. Les envolées sur la sortie de l'euro et l'annulation de la loi de 1973 (que le FN ne conteste qu'aujourd'hui !) masque une politique rétrograde, fascisante et à la solde du grand capital : rembourser rubis sur ongle la dette, entériner les lois ayant rongé les droits sociaux, inciter les femmes à rester des mères au foyer sous-payées, mettre en avant la laïcité pour mieux promouvoir le catholicisme, poursuivre la destruction du service public en invoquant une chasse aux mauvaises dépenses... Le FN est l'ennemi des travailleurs, qui l'affronteront demain dans la rue à l'instar des prolétaires grecs qui terrassent les nervis fachos alignés avec les flics de la Troïka.

-Jean-Luc MELENCHON (FdG) : La bête de foire mitterrandiste s'excite à distribuer ses pétards mouillés aux petites foules fébriles venues vanter dans ses meetings les vertus de l'amnésie politique. A les suivre, on se doit d'oublier l'essentiel et d'abord que les composantes du Front de Gauche (socialistes, maoïstes et la principale, stalinienne) sont les restes décrépits de la terreur bureaucratique qui a tant martyrisé les travailleurs au 20^{ème} siècle. A force d'avoir brisé les élans révolutionnaires, servi de moteur auxiliaire au capitalisme quand il chancelait, enchaîné la classe ouvrière au national productivisme, le PCF s'est fait exécuter et déserté par les exploités. Depuis, ses maigres contingents sont des gestionnaires consciencieux de l'administration locale. Dans leurs mairies, leurs départements, leurs régions, ils se remémorent nostalgiquement les grandes heures de la falsification à l'aune de leurs manœuvres devenues moins ambitieuses : au nom de l'« *antilibéralisme* », ils démantèlent le service public, taillent dans les budgets, livrent leur personnel à la « *performance managériale* »,

axent l'aménagement du territoire sur l'optimisation du grand capital, pacifient les pauvres via le maillage associatif et le soutien à l'encadrement religieux. C'est aussi aux postes de permanents syndicaux que les geôliers du FdG assurent la défense de l'ordre établi. Leur « *résistance* », arborée dans leurs discours, s'évapore dans la réalité de la lutte des classes, au point d'ailleurs que Sarkozy a plusieurs fois loué leur « *sens des responsabilités* ». Après avoir signé la privatisation d'EDF en 2003, refusé dans la foulée d'organiser la grève générale réclamée par la classe ouvrière, empêché celle-ci de rejoindre la jeunesse contre le CPE en 2006, la clique des bureaucrates syndicaux, CGT en tête, a sabordé, en 2007, la lutte à la RATP contre la suppression des régimes spéciaux. En 2009, elle a choisi d'isoler le soulèvement contre la « *pwofitasion* » aux Antilles et a freiné toute extension en Métropole. En 2010, elle a focalisé le combat contre la réforme des retraites sur le blocage des raffineries pour mieux torpiller la radicalisation généralisée qui s'esquissait. Ce sont ces saboteurs de la révolution sociale que Mélenchon ose confondre, avant de les encenser aussitôt, avec les travailleurs. Depuis 3 ans, la réplique du FdG en Grèce a épuisé la rage populaire dans une longue série de « *journées de mobilisation* » sans lendemain. Idem en Espagne et au Portugal. Les promesses du FdG s'inspirent des politiques de charité, conditionnées par le remboursement de la dette, de l'antisémite Chavez et du chouchou de la Banque Mondiale, Lula. Pas étonnant que chaque slogan du FdG soutienne, en filigrane, la paix du bourgeois : « *révolution citoyenne* », « *insurrection civique* », « *place au peuple* » ; ces formules contradictoires indiquant qu'il s'agit d'orienter le désir croissant de révolution vers la préservation du capitalisme. D'ailleurs, pour ce qui est de la proximité du FdG avec la haute bourgeoisie, les embarrassantes révélations de fin de campagne au sujet de l'amitié de Mélenchon avec Serge Dassault ou encore avec Patrick Buisson, conseiller fascisant de Sarkozy, en disent long. Le point d'orgue du vrai programme du FdG sera de sommer ses électeurs à voter sans conditions pour leur futur bourreau, « *Hollandréou* », ce vieux camarade de Mélenchon.

-François BAYROU (Modem) : Dans l'impossible cas où il serait élu, ce valet de la finance aux airs de plouc catéchisé formerait immédiatement un « *gouvernement d'union nationale* », du même type que celui qui dévaste actuellement la Grèce sous la direction de Papademos. A l'image de ceux de l'UMP et du PS, le programme du Modem, n'est qu'une variante du plan d'austérité qui s'abattra sur la France aussitôt les élections terminées. La campagne électorale de Bayrou s'est articulée sur deux axes : 1) Effrayer la population, en lui martelant qu'« *un mauvais choix* » (comprendre : ne pas de se plier aux caprices des marchés mondiaux) précipiterait le modèle social français dans l'abîme « *en quelques mois* », dès après le 6 mai. 2) Légitimer l'impérieux remboursement de la dette au nom d'un moralisme puant l'eau bénite et le sens gestionnaire du « *bon père de famille* ». Ces valeurs moisies sont globalement agonisantes mais s'y raccrochent une petite bourgeoisie de province angoissée devant la menace du déclasserment social ainsi qu'un petit patronat urbain allergique à l'idée d'assumer frontalement la radicalisation de la lutte des classes. En jésuite averti, Bayrou s'évertue à propager la confusion, ce qui, au demeurant, est le propre du « *centre* », cette droite dure qui brouille les repères pour frapper froidement le prolétariat (feu le sinistre Raymond Barre fut en son temps le maître d'œuvre parfait de cette logique). Ainsi, il évoque la « *France solidaire* » pour mieux achever de briser les derniers vestiges de l'Etat providence. Il promet plus de démocratie par la « *moralisation de la vie publique* », quelques extensions des droits sociaux et civils (représentation étendue des salariés dans l'entreprise, reconnaissance de l'homoparentalité). Mais il veut parfaire la construction de la dictature européenne en inscrivant la « *règle d'or* » dans la constitution, conformément au Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG). Dans le carcan des 100 milliards de prélèvement qu'il offrirait aux banques, il souhaite démolir le service public sous prétexte d'un « *redressement des finances publiques* », approfondir la destruction du régime de retraite par répartition en coupant ses sources de financement et en faisant sauter la limite d'âge de départ, mener la guerre ouverte au pauvres par un redéploiement plus efficace des forces répressives et une généralisation de la vidéosurveillance, supprimer les cotisations sociales des entreprises à toute nouvelle embauche, augmenter la TVA. Le tout serait tendu vers l'objectif de « *produire français* ». Cette version réchauffée du « *patriotisme économique* » cher à François Fillon serait censée compenser le désastre de l'estocade bancaire portée au prolétariat. En vérité, elle recouvre un projet de transformation de l'Etat en état-major national de la dérégulation aboutie de l'économie, respectant la « *concurrence libre et non faussée* » du projet de constitution européenne (entérinée dans le traité de Lisbonne), que le Modem a promu fanatiquement en 2005. Il n'y aurait aucune surprise à observer Bayrou mettre les mêmes talents de gouvernant qui provoquèrent les manifestations monstres de 1994 contre sa réforme de la loi Fallou au service cette fois d'une junte PS ou UMP chargée de superviser l'imminente mise à merci des travailleurs.

-Eva JOLY (EELV) : Quelle plaisanterie que ce communiqué de EELV, en date du 12/04/2012, dénonçant les « *contrats à terme sur la dette française* », ces « *nouveaux outils spéculatifs* » que s'appropriait à approuver

l'Autorité des Marchés Financiers ! L'indignation contre la tyrannie financière est aussi opportune qu'aléatoire au sein du club de bobos carriéristes installé sur le créneau de l'écologie politique. Fustiger quelques excès de la rapinerie capitaliste n'engage à rien, participe à entretenir le mensonge d'une gauche défendant les intérêts des exploités et soutient le minimum de régulation réclamé de plus en plus par les grands argentiers mondiaux. Le problème pour les partisans d'Eva Joly est que depuis le krach d'octobre 2008, Sarkozy lui-même revendique ces points qui figurent dans l'accord PS-EELV : « *Contrôle public des banques, taxe sur les transactions financières de 0,05%, agence publique de notation sous l'égide de l'Eurogroupe, « lutte acharnée pour la suppression des paradis fiscaux* ». De toute façon, il est inutile de mentionner une supercherie spécifique parmi toutes celles qui truffent les positions théoriques et la trajectoire politique de cette filiale du Parti Socialiste. L'écologisme est, en effet, une mystification particulièrement vicieuse dans l'arsenal idéologique de la bourgeoisie. Il est dans la nature de ce mouvement, né avec les dégâts spectaculaires sur le vivant qui ont proliféré sous la phase intensive du capitalisme, de hâter la dégradation des conditions de vie du prolétariat, de fabriquer de fraîches formules de sa dévalorisation effective. Le discours écologique détache le terrifiant problème des nuisances environnementales de sa source, la production capitaliste, et reformule celui-ci en une problématique de bonne gouvernance. Le fait que le mode de production détermine le mode de consommation est occulté dans un brouillage des responsabilités qui, en dernier ressort, culpabilise les consommateurs, lesquels sont majoritairement composés de prolétaires. Au final, l'objectif est double : 1) Reporter sur les seuls exploités les coûts privés et publics croissants induits par les mutations productives et sociales qu'imposent dorénavant les monticules de nuisances écologiques. 2) Faire de la pollution un prétexte à l'accélération des mesures de dépouillage de la population. On comprend mieux pourquoi EELV est un supporter inconditionnel de la construction de l'Europe des multinationales, ces seules véritables coupables de la destruction de la planète. Et les mascarades régulières auxquelles nous ont habitués les marioles d'EELV, que ce soit les dérisoires remous qui agitent leurs écuries ou les jérémiades sponsorisées de leurs vedettes, résument à elles seules le contenu pourri de leur fonction politique. A voir un Nicolas Hulot, grassement payé par TF1, Bouygues et Rhône Poulenc, mobilisé par Sarkozy dans son « *Grenelle de l'environnement* », tenter de flaire pleurer dans les chaumières sur le réchauffement climatique, on a des envies de disparition d'une espèce spéciale de blaireau. A écouter l'énergumène Cohn-Bendit pérorer sur les bienfaits de la tyrannie patronale déclinée dans ses formes les plus variées comme il l'a fait durant la campagne pour le traité constitutionnel européen de 2005, on mesure le degré de connivence qui lie EELV aux milieux d'affaires. Que ces mêmes vassaux squattent la tête du combat antinucléaire n'inquiétera jamais AREVA. La préservation du vivant est une tâche trop urgente pour la laisser aux écologistes, cette vermine bourgeoise qui a choisi le vert parce que c'est la couleur du dollar.

-Nicolas DUPONT-AIGNAN (DLR) : Rejeton des RPR-RPF-UMP, cet actuel député de l'Essonne a fondé un petit parti d'extrême-droite en 2007. Les attitudes gaulliennes qu'il revêt de manière grotesque visent sans doute à obtenir le crédit qui manque tellement de ce côté de l'échiquier politique. Il faut dire qu'en matière de respectabilité, « Dupont-Lajoie » et ses nationalistes n'ont plus qu'à croire au miracle tant leurs fréquentations et leurs propos sont abjects. Debout La République a longtemps été proche de Riposte Laïque, association qui s'amuse à infecter le combat pour la laïcité de positions identitaires validant le « *choc de civilisations* ». En 2010, ce groupe de fachos organise avec ses acolytes du Bloc identitaire un « *apéro saucisson pinard* », manifestation xénophobe le « *jour de l'anniversaire de l'appel du général De Gaulle* ». Ayant appelé à se rassembler, DLR se désolidarise alors au dernier moment. C'est à cette époque que les postures anti-immigrés de DLR vont peu à peu se doubler d'un paternalisme assimilationniste, qui invite tout citoyen d'origine étrangère à adhérer aux saloperies de l'extrême droite. Cette ligne politique, défendue tactiquement par le pitoyable groupuscule Egalité et Réconciliation, en vue de rabattre les voix d'une soi-disant « *communauté musulmane* » vers Marine Le Pen, semble désormais intéresser DLR. C'est en tout cas ce qu'on peut déduire de la présence de Nicolas Dupont-Aignan à l'inauguration d'une énième bouture de E&R, le club de pensée « *Fils de France* » qui selon la verve maurassienne typique des disciples d'Alain Soral, prétend regrouper des « *musulmans patriotes* ». Il convient de rappeler que E&R est une bande sous-fasciste violente, antisémite, raciste et communautariste. DLR a dragué également les néo-nazis, puisque fin 2010, l'un de ses conseillers nationaux, J. Koutoujanski, a tenu une conférence dans les locaux de Serge Ayoub, alias Batskin, ex chef d'une bande de skinhead dans les années 80, les JNR. Rien d'étonnant que le candidat DLR flirte avec la mouvance groupusculaire d'extrême-droite à la lecture de ses propos : « *ces populations tsiganes, qui pratiquent volontiers la mendicité des enfants et des femmes, vivent dans une misère noire, sont un facteur d'insécurité évident (trafics en tout genre)* », « *il faudra bien poser la question du coût net de l'immigration pour la collectivité : les travaux d'Yves-Marie Laulan, qui estiment à plusieurs dizaines de milliards d'euro la charge nette de l'immigration pour la collectivité, mériteraient un vrai écho scientifique et un débat constructif* ». Le fameux Laulan, ici cité,

est le « *démographe* » qui fournit des statistiques fantaisistes en guise de munitions au FN. Dupont-Aignan, prendrait-il Marine Le Pen comme premier ministre ? Oui, assurément !

-Jacques CHEMINADE (S&P) : Solidarité et Progrès n'est que la section française d'un mouvement international dirigé par le gourou américain, paranoïaque et conspirationniste, Lyndon LaRouche. Selon l'Union Nationale des Associations de Défense des Familles et des Individus victimes de sectes (UNADFI), reconnue d'utilité publique, entre 10 et 15 heures quotidiennes de propagande, de diffusion des idées larouchistes et de lecture de ses œuvres sont exigées des militants, même le weekend. Les membres de Solidarité & Progrès vivent en parfaite promiscuité afin de mieux s'épier les uns les autres. Seuls Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche font figure de pères, de confidents et de points de repère. L'extérieur est stigmatisé à outrance : les amis, la famille et les institutions de socialisation comme l'école et le travail sont présentés comme autant d'éléments destinés à détourner le fidèle de sa volonté de changer le monde avec Lyndon LaRouche. Le militant est alors fortement incité et encouragé à couper les liens avec ces cercles diaboliques pour se concentrer uniquement sur la vérité dispensée par le chef du parti. Le mode de fonctionnement sectaire va de pair avec la défense de conceptions politiques réactionnaires. Misogynie, négation du changement climatique, antisémitisme et conspirationnisme en sont les traits principaux. LaRouche considère les femmes de manière dégradante, par exemple en les rendant responsables des violences dont elles sont victimes : « *Contrairement à la mythologie féministe, il est fréquent que ce soit la mère, qui de manière prioritaire, déclenche des scénarios de violence bipolaire au sein de la famille. Dans la plupart de ces cas pitoyables, c'est comme si elles étaient "addicts" à solliciter une telle violence.* ». Bien loin de se soucier du changement climatique sur terre et de proposer des solutions, S&P offre comme seule perspective à l'humanité... la colonisation de la Lune et de Mars (que LaRouche annonçait dès le milieu des années 80... pour l'an 2000 !). La haine des Juifs n'est jamais très loin à Solidarité & Progrès. Parfois latente, elle prend la forme de critiques répétées visant des intellectuels ou des hommes politiques... tous juifs, comme par hasard ! Parfois explicite, elle s'exprime par la négation de l'extermination des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale : l'Holocauste est assimilé par Lyndon LaRouche lui-même à un « *canular* » ! S&P utilise une ruse habituelle de l'extrême droite pour protéger les élites en période de crise économique : l'organisation politique prend pour cible tel ou tel secteur du capitalisme... pour mieux épargner tous les autres ! Par exemple, les banquiers juifs anglais servent de bouc-émissaire : ils sont pointés du doigt et accusés de fomenter un complot mondial. En France, S&P semble distiller une rhétorique similaire à celle de l'extrême gauche, notamment en dénonçant le libéralisme économique, mais il s'agit pourtant ni plus ni moins d'une organisation sectaire défendant d'improbables hypothèses scientistes et des conceptions politiques réactionnaires.

-Philippe POUTOU (NPA) : Au bord de l'éclatement, le NPA se livre, durant cette campagne électorale, à un exercice de communication aussi ridicule qu'éhonté, digne de la ligne capitularde et opportuniste qui l'a toujours caractérisé. Le parti d'extrême gauche a choisi d'exposer publiquement l'intégralité des facteurs de dégénérescence qui le minent en la personne de son candidat, bozo le clown. A l'aube d'une bataille de classe historique, cette vieille remorque du stalinisme, qui a tant participé à souiller la symbolique révolutionnaire, en rajoute une épaisse couche : elle amalgame l'image de l'ouvrier combatif, qui se matérialisera bientôt dans la réalité de la lutte des classes, avec celle de l'imbécile heureux, discrédité et battu d'avance. Des cadres historiques de la LCR ont déjà tiré les conclusions qui s'imposaient devant l'achèvement de la mission historique de leur mouvement. Ils ont donc rejoint, sans plus attendre, la maison mère, le FdG. Ceux qui restent encore dans cette petite embarcation à la dérive avancent sous la consigne fumeuse « *Dégager Sarkozy sans faire confiance à Hollande* » ; en langage moins torsadé : « *votez Hollande !* ». Dans la foulée, ils invitent dès le 7 mai à « *construire l'opposition la plus unitaire qui soit, à la gauche* » d'un gouvernement dirigé par les socialistes, et qui réunirait avec le NPA « *le Front de gauche, Lutte ouvrière et les centaines de milliers de militants du mouvement social* ». Toute la démarche du NPA consiste à raccrocher le mouvement social à la gauche de gouvernement, voire à la droite. Pour cela, il use en permanence du langage de la revendication, à l'encontre de l'évidence selon laquelle le prolétariat n'a rien à revendiquer dans son combat pour sa libération du joug capitaliste. En matière de liquidation des potentialités révolutionnaires, cette formation possède une longue expérience derrière elle : elle intégra les appareils sociaux démocrates et staliniens pendant 12 longues années durant la guerre froide, elle en sortit pour contribuer au sabotage de l'amorce révolutionnaire de mai 1968, elle soutint la candidature de F. Mitterrand et son règne, vota pour Jacques Chirac dans la formidable manipulation de 2002, rejoint mécaniquement les listes de gauche au second tour des élections. Sur le terrain du mouvement social, elle se

garde bien de lutter contre la bureaucratie syndicale, participe à obstruer toute perspective de lutte prolétarienne autonome. Son antifascisme sélectif se double d'un encouragement au communautarisme et à la réaction religieuse (jusqu'à présenter un femme voilée aux dernières élections régionales). Inutile de dire que le NPA, qui d'ailleurs a abandonné les références à la révolution prolétarienne encore timidement présentes à la LCR, ne souhaite absolument pas se débarrasser du système capitaliste et construire le communisme. « Toutou » le dit lui-même : « *C'est 10% du PIB, à peu près, donc du total des richesses nationales, qui est détourné de la poche des salariés vers la poche des capitalistes. Donc, nous on dit : il faut récupérer ces 10% là...* ». Partager les richesses pour stimuler la croissance, en guise de mot d'ordre censé attirer les masses, une ligne conforme à la bonne marche du capitalisme, qui permettrait de relancer la consommation et donc les marchés. L'OCDE ne dit pas autre chose dans un récent rapport : « *Les pays doivent lutter contre l'accentuation des inégalités au moyen de politiques qui, simultanément, limitent l'écart de revenu entre riches et pauvres et stimulent la croissance économique.* »

-Nathalie ARTHAUD (LO) : La caserne Lutte Ouvrière a fabriqué le clone de son ancien porte parole médiatique, Arlette Laguiller, pour opérer sa succession. Cela renseigne sur la conception de la singularité individuelle qui prévaut dans cette organisation marxiste-léniniste. Désormais Nathalie Arthaud peut brailler qu'elle est « *la seule candidate communiste révolutionnaire* », hurler contre les fermetures d'usine et promettre de mettre les patrons en prison s'ils ne respectent pas l'égalité professionnelle, elle et son parti ne se destinent aucunement à préparer la révolution sociale. Cet extrait d'un article d'Arthaud intitulé « *Contre Sarkozy et les privilégiés : opposer un programme fondé sur les intérêts des exploités* » permet d'en avoir le cœur net : « *Le grand patronat a largement les moyens de financer le coût du maintien de tous les emplois !* » (donc, pas question d'en finir avec les patrons !). « *C'est aux capitalistes de financer tout cela sur les revenus du capital et au besoin sur leurs fortunes privées* » (comme l'ont proposé Warren Buffet, Bill Gates et autres généreux milliardaires ?) « *Il faut imposer la transparence sur les comptes des entreprises* » (qui n'appartiendront donc pas aux travailleurs) « *Il faut lui imposer une politique de grands travaux* » (l'Etat bourgeois est maintenu comme outil de pouvoir séparé sur la société.). Les positions de Lutte Ouvrière sont celles de cette sous-classe de bureaucrates parée à prendre les commandes de l'Etat, dans les périodes de grande crise, pour sauver la société de classe. Comme les léninistes l'ont démontré en URSS et dans le reste des pays socialistes. Quand on demande à la représentante de LO pour qui elle votera au second tour, elle ne répond pas qu'elle s'abstiendra.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : A la veille d'un affrontement décisif avec la bourgeoisie, il est plus que temps de neutraliser tous ces politicards complices de l'exploitation, de l'oppression, de la dépossession qu'exerce impitoyablement la bourgeoisie sur nos vies. Elisons nos propres représentants, révocables à tout moment, dans les conseils d'usine, de bureaux, de quartiers. Organisons nos propres instruments de lutte, comités de grève, milices ouvrières, et balayons la bureaucratie syndicale. Préparons la révolution prolétarienne qui instaurera la société sans classes sociales ni Etat.



GARAP

Groupe d'Action pour la ReComposition
de l'Autonomie Prolétarienne

garap.propagande.org